



## **Pour la libération immédiate et le non-lieu pour l'ensemble des charges qui pèsent contre les travailleurs de l'industrie pétrolière de Heras !**

Le 23 janvier 2006, les travailleurs pétroliers de la Patagonie argentine ont décidé et déclenché une grève générale. Ils ont occupé les accès aux gisements de Repsol YPF ainsi que ceux d'autres compagnies pétrolières.

L'assemblée des travailleurs avait approuvé une revendication conjointe émanant des personnels titulaires et des personnels des entreprises sous-traitantes dont les deux points centraux étaient :

- l'augmentation du salaire minimum non imposable en prélevant sur les profits
- l'affiliation des salariés sous traitants (pour des salaires et des conditions de travail identiques) à la convention collective des travailleurs des grandes entreprises pétrolières de la région (Repsol, Vintage, PanAmerican, etc.).

Cette dernière revendication, concentre entièrement le mot d'ordre de l'ensemble des travailleurs du pétrole « *nous sommes tous pétroliers* ». Elle faisait face clairement à la direction du syndicat officiel des pétroliers, qui permettait seulement l'affiliation aux travailleurs titulaires et collaborait avec les patrons pour qu'on applique aux autres la convention de la construction, sans stabilité et avec des salaires et des conditions de travail très inférieures.

La réaction de Repsol et de la chambre patronale pétrolière a été rapide et effective : ils ont exigé du gouvernement de Kirchner qu'il déclare la grève illégale, ce qui a été fait en renforçant la répression policière. Après deux semaines de lutte à laquelle s'est joint la plus grande partie de la population des travailleurs locaux, le 6 février de nombreux délégués ouvriers ont été arrêtés et emprisonnés. Ils ont été transférés dans le commissariat de la petite ville de Heras (à peine 7.000 habitants) dans le centre de la région pétrolière du Sud.

Les travailleurs du pétrole des usines proches ont manifesté avec d'autres travailleurs devant le commissariat contre cette détention. Ils ont exigé la libération de leurs représentants. La police, armée jusqu'aux dents, a répondu en réprimant brutalement avec gaz lacrymogène et balles en caoutchouc et plomb, ce qui a fait de nombreux blessés chez les travailleurs et les habitants de la ville. Tous se sont défendus comme ils ont pu et, à la fin, ont obtenu la libération de leurs délégués.

Lors de ce combat un policier est mort. La réponse des pétroliers et du gouvernement de Nestor Kirchner, avec l'appui total et sans fard de la bureaucratie syndicale, a été de monter une répression digne du terrorisme d'Etat des années '70 : perquisitions avec des chiens et des armes de guerre maison par maison, nombreux coups donnés, même à des femmes et à des enfants; détentions sans droit de défense, disparitions de personnes, utilisation des services secrets, voitures sans immatriculation, patrouilles nocturnes dans les quartiers ouvriers avec des tirs d'intimidation, un grand déploiement de troupes et une grande violence....

Par une lettre publique, des mères et des épouses de travailleurs pétroliers dénonçaient ainsi « *la manipulation de l'enquête [sur le décès du policier] pour accuser les délégués des travailleurs du pétrole du seul crime qu'ils ont commis c'est-à-dire celui d'exercer leur droit de grève afin d'améliorer le niveau de vie de leurs familles* » :

*« Nous avons peur, nous vivons dans une ville militarisée, avec des centaines de gendarmes dans nos rues, avec des personnes étrangères qui disent être membres de la Brigade de Recherches, qui se déplacent dans des voitures Volkswagen Polo grises avec des vitres fumées et sans immatriculation, qui frappent à nos portes et prétendent être à la recherche de nos conjoints et de nos fils, avec l'objectif qu'ils reconnaissent les crimes qu'ils n'ont pas commis » (le Journal, Parana-Entre des Rivières, l'Argentine, 14-2-2006).*

Des dizaines de prisonniers ont été battus et torturés et cette situation continue même si le 10 février 2006 Repsol-YPF et les représentants des travailleurs du pétrole ont conclu un accord qui impliquait l'affiliation de l'ensemble des travailleurs du forage des entreprises sous traitantes à la convention collective des pétroliers, le paiement de la totalité des salaires perdus durant la grève et la garantie qu'aucune sanction ne serait

appliquée aux travailleurs. En ce qui concerne la première revendication, il a été décidé une « négociation »; avec compromis à l'étude.

Mais la situation est toujours très délicate pour 6 des délégués qui sont toujours prisonniers. Ils continuent d'être accusés "d'assassinat" et autres infractions. Ils sont détenus loin de leur région afin de les démoraliser, dans des conditions inhumaines et ils sont maltraités. Il convient de préciser qu'ils sont en « prison préventive », tandis que la justice cherche toujours des preuves contre eux. A cause de la justice de classe, ils peuvent ainsi être emprisonnés pendant encore de nombreuses années, puisque qu'accusés "d'assassinat" et d'autres charges graves

Les familles des détenus sont aussi harcelées. Mais elles tiennent debout de par la fermeté de leur conscience de classe, et parce que la solidarité ouvrière ne les a jamais abandonnées, tandis que les dirigeants des syndicats officiels refusent de défendre leur cause et ne parlent même pas de leur existence.

Les 6 compagnons de Heras sont des prisonniers de l'État qui les maintient en prison au nom de la défense des multinationales pétrolières face aux revendications des exploités. Les mêmes compagnies pétrolières qui organisent sans fin des coups d'Etat et les pires guerres contre les peuples semis-coloniaux (Proche Orient, Iraq, Kurdistan, Iran, Soudan, Nigéria, Bolivie, Venezuela, et tant de d'autres...) pour s'assurer le contrôle des réserves énergétiques mondiales.

Mais ils ne sont pas les seuls prisonniers. Le gouvernement de Cristina F. de Kirchner maintient en prison également beaucoup d'autres travailleurs pour des causes semblables, comme José Villalba (d'une organisation de défense de précaires qui demandent un travail digne et non l'aumône) tandis qu'il a déjà condamné 5.000 militants ouvriers et populaires. En réalité, "leur seul délit"; a été de remettre en cause les intérêts fondamentaux du patronat et des entreprises capitalistes, pour beaucoup d'entre elles espagnoles, en lançant des grèves, en manifestant contre les politiques du gouvernement, en exigeant de meilleures conditions de travail et de transport, et en refusant l'augmentation brutale du coût de la vie tandis que tous les droits sont peu à peu perdus.

Le gouvernement des Kirchner blablate en parlant de démocratie, de justice et de "Droits de Hommes" mais pendant ce temps il ordonne à la police d'attaquer à balles réelles les travailleurs de l'industrie du poisson, les fonctionnaires d'Etat ou les enseignants (qui ont eu à déplorer la mort de l'un d'entre eux, Carlos Fuentealba, tombé sous les balles de la police en 2007).

A l'inverse, il protège le domicile de luxe de milliers de riches qui jouissent de tout le confort moderne. Il protège aussi les tortionnaires de l'époque de la dictature militaire, condamnés ou en voie de l'être pour des dizaines de milliers d'assassinats, de disparitions ou d'actes de torture. Sans compter qu'il a permis et a laissé disparaître le témoin clef pour envoyer ces tortionnaires en prison.

La « justice » appliquée par le gouvernement du capital aux 6 camarades de Heras a permis leur maintien en détention depuis déjà deux années. Seule une grande campagne de classe pourra lever le manteau du silence. Seule la solidarité nationale et internationale peut permettre leur libération, comme celle de tous les travailleurs et militants politiques qui peuplent les prisons de l'Argentine.

**Comité Communiste Internationaliste – Trotskyste et Germinal, noyau en défense du marxisme**, font sienne cette cause et appellent toutes les organisations syndicales et politiques qui se réclament de la classe ouvrière de l'État espagnol à se joindre à la campagne en défense des travailleurs de Heras. Ce combat est le combat des travailleurs de tous les pays contre l'exploitation.

11 juin 2008

## **Comité Communiste Internationaliste – Trotskyste (France)**

[ccit@cci-t.org](mailto:ccit@cci-t.org) <http://www.cci-t.org/>

## **Germinal – núcleo en defensa del marxismo (Estado Español)**

[germinal\\_1917@yahoo.es](mailto:germinal_1917@yahoo.es) <http://www.grupgerminal.org>